

Edito: Budget 2026 austérité, inégalité, effort de guerre.

En 1996, les 500 personnes les plus riches en France capturaient environ 6% du PIB. Ce chiffre a explosé : en 2024-2025, cette minorité concentre désormais environ 42% du PIB, une progression dramatique des inégalités à l'heure où **plus de 210 milliards d'aides publiques** bénéficient au patronat.

Parallèlement, le budget militaire ne cesse de croître. Il est passé de 32 milliards d'euros en 2017 à 57,1 milliards prévus en 2026, avec 64 milliards attendus en 2027. **Un passage à l'économie de guerre** qui s'accompagne d'un discours militariste comme nous l'avons vu dans les dernières prises de parole de Macron.

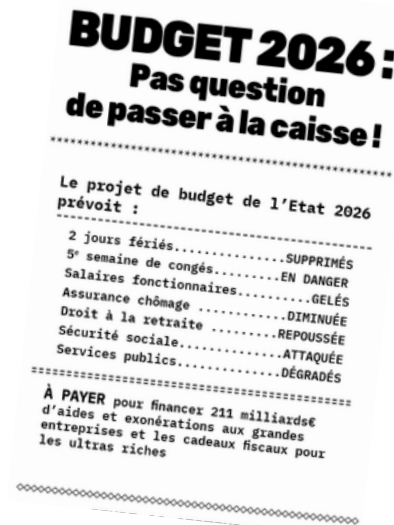
Cette explosion des dépenses militaires, doublée d'aides massives aux grandes fortunes, se fait au **détriment des services publics et de leurs agents territoriaux**, contraints de subir austérité, suppressions d'emplois, et dégradation des conditions de travail. **Le budget 2026 est la parfaite incarnation de la politique austéritaire** comme nous le voyons avec les baisses de subventions aux collectivités et les suppressions de postes dans le public.

La CGT Mairie de Toulouse rejette cette logique : le développement et la qualité des services publics doivent primer pour le bien de toutes et tous. Les agents territoriaux et les usagers ne doivent pas payer l'addition de ces choix politiques inégalitaires et guerriers. Nos revendications restent claires : **revalorisation des salaires, titularisation des précaires, maintien des droits statutaires**, et arrêt des politiques d'austérités accompagnées de leurs discours réactionnaires.

Pour protéger ses droits et en gagner de nouveaux :

ON S'ORGANISE AVEC LA CGT

**Mobilisons nos forces avec l'outil syndical.
Unissons nos efforts pour nous soutenir face à des politiques et une hiérarchie toxique.
Rejoignez nous au 18, rue ST Rémy,
au: 05 62 27 63 80 , par mail: secretariat@cgtmairiedetoulouse.fr
sur sésame et les internets**



CGT Mairie de Toulouse

Votre syndicat de lutte, de classe, unitaire et démocratique



Culture en danger à Toulouse : bibliothèques en lutte et musées menacés



Depuis décembre 2024, les agents des bibliothèques toulousaines se **mobilisent massivement** face à la dégradation de leurs conditions de travail. On déplore une baisse de 64% du budget de fonctionnement et près de 8% d'effectifs en moins au début 2025, de nombreuses bibliothèques ferment faute de personnels non grévistes suffisant, ce qui entraîne plus de 650 heures de fermeture imprévues dans le réseau.

La culture à Toulouse est également victime des coupes budgétaires drastiques. Les musées de la ville subissent la raréfaction des moyens, cumulée à l'absence de recrutements, ayant pour conséquence des fermetures temporaires ou prolongées d'établissements. Cette situation menace l'accès à la culture et fragilise le tissu artistique local.

La mobilisation des agents, coordonnée notamment par la CGT, a permis de sauver la médiathèque de Bagatelle et de nombreuses associations. Nous alertons sur les impacts sociaux et appelle à un véritable plan de soutien, d'embauche et de financement pour **préserver la vitalité culturelle** toulousaine et garantir un service public de qualité.



Ecoles et creches municipales : des conditions d'accueil sous tension

À Toulouse, malgré les efforts de création de places en crèches, les agents font face à une dégradation manifeste des conditions d'accueil. La pénurie de personnels qualifiés, liée à une difficulté nationale de recrutement, entraîne une forte pression quotidienne et un absentéisme élevé dans certaines structures.

Les horaires à rallonge, devenus nécessaires pour répondre aux besoins des familles, accentuent la fatigue des équipes déjà en sous-effectif. Cette situation pèse également sur les écoles municipales où le manque de personnels (adjoints techniques, animateurs, ATSEM) complique l'encadrement et la qualité de l'accueil.

La mairie a engagé plusieurs investissements pour développer et améliorer le réseau petite enfance, mais les défis humains et organisationnels restent majeurs et nécessitent des moyens renforcés pour garantir un service public digne et sécurisé.

Le droit de grève évolue, il faut s'en servir!

Grâce à nos camarades du syndicat SUD CT 31, la mairie a été contrainte par le tribunal administratif de revoir les conditions de grève abusives imposées aux agents travaillant dans les écoles, crèches, restaurants pour seniors et cuisine centrale, ainsi qu'aux agents de collecte des ordures ménagères de la métropole.

Désormais, il n'est plus nécessaire de prévenir 48 heures à l'avance ni de faire grève pendant une journée entière.

Dans le contexte politique national et international actuel, cette avancée sera grandement nécessaire pour défendre nos droits et réclamer ce que nous méritons!

Formation professionnelle : des obstacles d'accès

Accéder à la formation est de plus en plus difficile : d'importantes différences existent selon les services ou les territoires, certains imposant des dépôts de demande tardif ce qui entraîne des refus par manque de places disponibles.

Avec la baisse des budgets, moins de formations sont accessibles, y compris via le CNFPT, dont les financements, diminués en 2025, compliquent davantage l'accès à ces formations.

Il est important de garder toutes les preuves de demande et chaque refus. le signaler au syndicat permet de défendre collectivement ce droit essentiel.

Pensez également à surveiller les formations proposées par la CGT.



Évolution de carrière

Aujourd'hui, les syndicats n'ont plus voix au chapitre dans les Commissions Administratives Paritaires (CAP) concernant les promotions, ce qui réduit considérablement notre pouvoir d'influence sur ces décisions cruciales.

Par ailleurs, les baisses de budget au niveau local freinent l'évolution de carrière, au détriment des agents.

La CGT revendique l'évolution systématique pour 100% des agents remplissant les conditions, avec un strict respect du cadre des concours et examens professionnels, garants de l'égalité et de la transparence. Face aux restrictions financières il est indispensable de revendiquer une progression professionnelle juste et équitable pour l'ensemble des agents territoriaux.

Maladie et jour de carence: le combat continue

L'instauration du jour de carence et la baisse de rémunération (90%) en cas de maladie frappent injustement les agents déjà éprouvés par la charge de travail depuis début 2025.

Ce n'est qu'un début, pourtant déjà les plus petits salaires n'ont plus les moyens d'être malades. De plus les difficultés pour voir un médecin le jour même peut entraîner des absences injustifiées.

Les conditions de régularisation sont floues (entraînant souvent la perte de jours de congés) pour éviter la diminution de la prime "carotte".

La CGT réclame l'abrogation de ces mesures, ici et partout sur le territoire, pour le respect de notre santé et de notre engagement professionnel.

Stagiarisation et précarité des agents en CDD

De trop nombreux agents en contrat à durée déterminée (CDD) subissent une précarité chronique, sans véritable reconnaissance ni perspective d'avenir. La stagiérification, qui devrait permettre une titularisation rapide et une stabilité d'emploi, reste trop souvent inaccessible ou retardée.

Pire leurs contrats ne sont pas renouvelés, augmentant le stress et l'incertitude de ces travailleurs indispensables. Les contractuels sont aujourd'hui la variable d'ajustement des politiques austéritaires comme on l'a vu fin 2024 avec plusieurs dizaines de collègues mis à la porte.

Un cas encore plus alarmant concerne les agents non européens, utilisés comme "bouche-trou" dans certains services, sans accompagnement ni espoir de régularisation ou de titularisation. Cette situation dégradante bafoue les principes d'égalité et de dignité au travail que la CGT défend avec force.

Enfin, la baisse générale des embauches dans la fonction publique territoriale ne fait qu'aggraver ces inégalités. La CGT revendique un plan massif de titularisation et de recrutements pour garantir des emplois stables et un service public de qualité.